

LA GOUVERNANCE TERRITORIALE ET L'INNOVATION SOCIO-SPATIALE : Étude des aspects innovants des coopératives agricoles de la région d'Agadir

TERRITORIAL GOVERNANCE AND SOCIO-SPATIAL INNOVATION: Study of innovative implications in agricultural cooperatives in the Agadir Region

EL MOUTAOUKIL Abdelkader

Enseignant chercheur

Faculté des Sciences Juridiques Économiques et Sociales

Université IBN ZOHR Agadir - Maroc

Laboratoire des études et recherches appliquées en sciences économiques LERASE

a.elmoutaoukil@uiz.ac.ma

CHAKIR Kamal

Doctorant

Faculté des Sciences Juridiques Économiques et Sociales

Université IBN ZOHR Agadir - Maroc

Laboratoire des études et recherches appliquées en sciences économiques LERASE

Ka.chakir@gmail.com

Date de soumission : 04/03/2021

Date d'acceptation : 08/04/2021

Pour citer cet article :

EL MOUTAOUKIL. A & CHAKIR.K . (2021) «LA GOUVERNANCE TERRITORIALE ET L'INNOVATION SOCIO-SPATIALE : Étude des aspects innovants des coopératives agricoles de la région d'Agadir », Revue Française d'Economie et de Gestion «Volume 2 : Numéro 4» pp : 55- 70.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

Cet article s'inscrit dans le cadre d'un essai en économie des territoires, en quête d'étudier l'innovation socio-spatiale et la gouvernance territoriale, tout en appréhendant les spécificités théoriques et les outils d'analyses empiriques. Dans ce sillage, et partant d'un constat en vertu duquel le territoire constitue un socle pour le développement des coopératives, nombreux sont les théoriciens qui ont démontré que l'innovation socio-spatiale peut servir de locomotive pour aboutir à une bonne gouvernance territoriale. Il s'agit essentiellement des travaux de Pacqueur (2001), de N. Alter (2002) et de Filippi & Triboulet (2006). À cet égard, le survol des particularités théoriques et pratiques relatant les deux concepts, nous a permis de dresser un modèle de recherche reliant l'aspect social et spatial de l'innovation avec le comportement des acteurs territoriaux en matière de coopération et compétition. En outre, nous avons mené une enquête par questionnaire auprès des coopératives agricoles opérant dans la région d'Agadir, dont les données ont été extrapolées pour estimer notre modèle d'équations structurelles suivant l'approche PLS. En définitive, les résultats obtenus nous ont permis de répondre à la problématique soulevée et de fournir des éléments de réponse aux mécanismes sociaux et spatiaux de l'innovation dans un contexte de gouvernance territoriale.

Mots clés : Gouvernance ; territoires ; innovation ; coopératives ; PLS.

Abstract

This article is part of an essay in the economics of territories, to study socio-spatial innovation and territorial governance, while understanding the theoretical specificities and the tools of empirical analysis. In this sense, and based on an observation that the territory contribute to the development of cooperatives, many theorists have talked about that socio-spatial innovation can serve to achieve good territorial governance. This mainly concerns the works of Pacqueur (2001), N. Alter (2002) and Filippi & Triboulet (2006). The overview of the theoretical and practical particularities relating to the two concepts has enabled us to draw up a research model linking the social and spatial aspect of innovation with the behaviour of territorial actors. In addition, we conducted a questionnaire survey of agricultural cooperatives operating in the Agadir region, the data were extrapolated to estimate our structural equations model following the PLS algorithm. The results enabled us to answer the research question raised and to provide elements of response to the spatial mechanisms of innovation in a context of territorial governance.

Keywords : Governance; Territories; Innovation; Cooperatives; PLS

Introduction

Ce papier s'inscrit dans le cadre d'un essai en économie des territoires, en quête d'étudier l'innovation et la gouvernance territoriale, tout en appréhendant les spécificités théoriques et les outils d'analyses empiriques. Dans ce sillage, et partant d'un constat en vertu duquel le développement des coopératives, sur le plan spatial, constitue un tremplin pour aboutir à une bonne gouvernance territoriale, nous avons essayé de répondre à la problématique suivante : « Les aspects innovants des coopératives peuvent-ils servir de pratique pour aboutir à une bonne gouvernance des territoires ? ».

Pour répondre à cette problématique nous avons envisagé une réflexion méthodologique qui se base sur une approche hypothético-déductive, partant d'un cadre théorique et conceptuel, passant par le choix des variables de l'étude et allant jusqu'une vérification empirique moyennant une modélisation SEM (structural equations model).

Par ailleurs, le survol des genèses conceptuelles et évolutives des concepts clés nous a permis de dresser un aperçu théorique sous-tendant la politique de l'innovation socio-spatiale, et la gouvernance des territoires. Il s'agit essentiellement des travaux de Pacqueur (2001), de N. Alter (2002) et de Filippi & Triboulet (2006).

En outre, après avoir défini les variables et le modèle de l'étude, nous avons mené une enquête par questionnaire auprès d'un échantillon des coopératives agricoles opérantes dans la région d'Agadir (Base de données de l'Office de Développement et de la Coopération, 2020), dont les données ont été extrapolées pour estimer notre modèle SEM suivant l'approche PLS (Partial Least Square). Les résultats obtenus nous ont permis de répondre à la problématique soulevée et fournir des éléments de réponse aux mécanismes sociaux et spatiaux de l'innovation dans un contexte de gouvernance territoriale.

C'est ainsi que nous avons subdivisé cet article en trois axes. Le premier axe est dédié aux genèses conceptuelles et théoriques relatant les concepts clés ; le second axe renvoie à la méthodologie adoptée et aux variables de l'étude ; le troisième axe est consacré à l'analyse et à la discussion des résultats obtenus.

1. Innovation et gouvernance territoriale : Genèses conceptuelles et acceptions théoriques

Dans le présent axe, nous allons essayer de brosser avec finesse les acceptions théoriques qui se rapportent à l'innovation socio-spatiale et à la gouvernance des territoires, dans le but de déceler les relations de causalité et dresser le modèle de recherche.

1.1. L'innovation comme processus socio-spatial

L'innovation peut être assimilée à un changement dans un processus organisé, soit un nouveau produit, soit un nouveau procédé, soit une nouvelle organisation. Innover renvoie souvent à la nécessité de s'adapter ou d'anticiper les conditions de la concurrence (Bellon, 2002).

Nonobstant, nombreuses sont les disciplines qui abordent la question de l'innovation, et ce de manières parfois très différentes, néanmoins la plupart s'accordent à faire de l'innovation le fruit d'un processus social et non pas uniquement d'un processus scientifique ou technique comme peut l'être l'invention technologique.

Dans ce sens (Alter, 2002) considère l'innovation comme un processus social et économique qui amène l'invention à être mise en exergue ou pas dans un territoire donné. Cela dit que pour parler de l'innovation, il faut suivre un cheminement spatio-temporel respectant, entre autres, les lois du temps et de l'espace, en particulier à celles qui permettent l'interaction entre les acteurs territoriaux.

Dans le prolongement de ces observations, il s'avère que le concept de l'innovation socio-spatiale, en tant qu'outil d'analyse, permet d'ajouter des éléments robustes au fonctionnement organisationnel et aux actions collectives, dans la mesure où la connaissance et l'accumulation des expériences organisationnelles des producteurs se développent, dans le but de favoriser de nouvelles activités visant à remédier aux problèmes sociaux et économiques des populations locales des territoires.

Grosso modo, l'innovation est un processus social et spatial impliquant la connaissance, les apprentissages et le relationnel dans le processus de valorisation, en dépit de l'hétérogénéité productive, où les producteurs primaires jouent un rôle capital auprès des agro-industries, des

instituts de recherche, des gouvernements et des politiques, tout en intégrant de nouvelles connaissances, notamment des connaissances tacites locales. Le concept permet, donc, une activation collective des ressources pour faire face aux conditions de pauvreté et de précarité.

Par ailleurs, la sécurité alimentaire constitue un socle pour lutter contre la précarité, la vulnérabilité et la pauvreté. Dans ce sillage, l'innovation socio-spatiale peut être vue comme une locomotive pour s'adhérer à ces objectifs.

Toutefois, l'innovation seule ne suffit pas, la coopération reste une condition nécessaire pour assurer une meilleure valorisation économique de la production. D'où, les coopératives, dotées de formes organisationnelles diversifiées, peuvent jouer le rôle de tremplin pour garantir une meilleure inscription socio-spatiale de l'innovation.

Les coopératives ont comme spécificité, par rapport aux entreprises ordinaires, de pouvoir gérer des contraintes liées à une inscription territoriale obligatoire, tout en assurant une valorisation économique à la production de leurs adhérents (Filippi & Triboulet, 2006). La première dimension à travers la localisation de leurs adhérents, leur donne un rôle majeur dans le développement territorial. La seconde dimension les confronte à des processus concurrentiels leur imposant de s'extraire d'un positionnement à l'amont des filières pour descendre vers l'aval, plus rémunérateur en termes de valeur ajoutée.

En parallèle avec les réflexions menées sur l'innovation socio-spatiale et sur le fonctionnement socio-économique du territoire, de nouvelles lectures politiques centrées sur la notion de gouvernance ont été développées à propos de la nature de l'action publique et des moyens mis en œuvre pour organiser et réguler les sociétés dans l'espace. C'est ainsi que nous allons décortiquer les rouages et les spécificités relatant la gouvernance territoriale.

1.2. La gouvernance territoriale : Spécificités théoriques, enjeux et acteurs

La gouvernance est une notion polysémique qui couvre une littérature très vaste et un arsenal de jargons considérable. Ce renouveau est lié aux mutations opérées au sein du système productif mondial et à la complexification des besoins institutionnels qu'il est appelé à satisfaire, notamment par l'exploration et l'exploitation d'une série d'outils pour exprimer et évaluer les portées de certaines visions et politiques.

Nonobstant, les débats sur la gouvernance ne sont pas uniformes, le concept reste pluridisciplinaire et son acception diffère suivant le champ d'analyse, la discipline voire l'objet de l'étude.

Dans ce sens, la gouvernance dite territoriale renvoie à une panoplie de définitions permettant chacune d'exprimer un angle de vision et une idée particulière. Elle peut être vue comme une interdépendance entre les pouvoirs des institutions associées à l'action collective qui fait intervenir un ensemble complexe d'institutions et d'acteurs qui n'appartiennent pas tous à la sphère du gouvernement, et des réseaux d'acteurs indépendants. Elle se base sur le principe qu'il soit possible d'agir sans s'en remettre au pouvoir ou à l'autorité de l'État (Stocker, 1998 in (Pecqueur 2001)).

À la lumière des définitions précitées, nous pouvons proposer une synthèse qui nous semble pertinente basée sur des concepts clés avancés par (Rey-Valette, Pinto et al. 2011). La gouvernance territoriale peut être vue comme un processus dynamique de coordination et de coopération entre les différentes parties prenantes, en l'occurrence les acteurs publics et privés ayant des identités multiples ayant accès à des ressources asymétriques autour d'enjeux territorialisés visant la construction collective d'objectifs et d'actions en mettant en œuvre une panoplie de mécanismes prenant racine des apprentissages collectifs et contribuent à des innovations institutionnelles et organisationnelles au sein d'un espace.

Cette définition nous paraît complète, car regroupant les différentes composantes clés des mécanismes de gouvernance territoriale, le processus est vu comme une coordination entre acteurs, mais sa nature est précisée : il s'agit d'acteurs publics et privés, les premiers représentant un intérêt général, les seconds un intérêt privé. Le caractère asymétrique de la relation de coordination est également souligné : tous n'ont pas à disposition les mêmes qualités et quantités d'information, de moyens, de temps...etc.

La coordination de ces acteurs est par essence organisée autour d'intérêts différents, et donc de relations de pouvoir. On retrouve également dans cette définition la finalité du processus, la construction collective d'objectifs. L'idée de dispositif comme outil permettant d'atteindre ce but est introduite.

Enfin, la définition précise l'importance des apprentissages collectifs, à la fois résultants du processus puisque de nouveaux savoirs sont produits, liés aux innovations produites, mais aussi comme facilitateurs de la gouvernance.

On retrouve bon nombre de ces composantes de la gouvernance territoriale dans ce que (Chappoz & Pupion 2014) nomment la « nouvelle politique publique » : des actions et projets qui s'appuient sur une vision stratégique, un ensemble de parties prenantes, une organisation de ces parties prenantes souvent sous forme de réseau, des outils d'évaluation des politiques publiques, et un périmètre territorial et institutionnel.

La gouvernance territoriale est donc un concept qui a évolué depuis les années 80, passant à un nouveau paradigme utilisé chez les praticiens comme chez les chercheurs. La multiplication des acceptions et définitions de ce paradigme aboutit non pas à un flou global dans la compréhension des mécanismes de gouvernance, mais bien un enrichissement, chaque domaine ou courant apportant une nouvelle face à ce prisme.

La définition proposée ci-dessus permet à la fois d'englober les définitions existantes, mais également de proposer un cadre opérationnel à l'analyse de la gouvernance. Cependant, les enjeux scientifiques et socio-économiques de l'étude de cette gouvernance territoriale dépendent véritablement des spécificités locales et du point de vue avec lequel elle est abordée.

Par ailleurs, l'acteur territorial doit rendre possible une mobilisation de l'ensemble des autres acteurs -privés, associatifs et publics- et institutions sur des objectifs communs de développement dans le cadre d'un projet intégré et cohérent, partageant ou acceptant de partager une même vision à moyen et long terme du territoire.

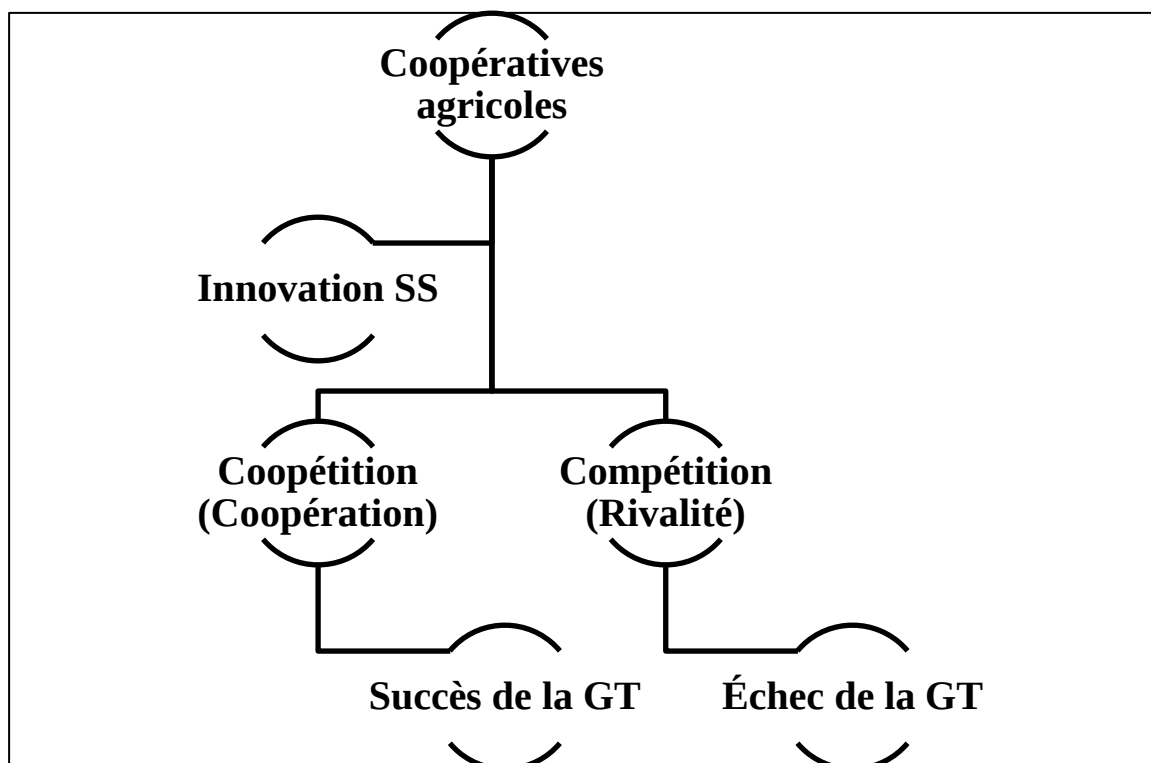
C'est ainsi que nous allons essayer de décortiquer le rôle des coopératives, comme étant un acteur territorial privé, dans la mise en exergue de la gouvernance d'un territoire à travers des pratiques innovantes.

2. Modèle de recherche et spécifications des variables

Dans le but de fournir des éléments de réponse à notre problématique, nous avons envisagé une méthodologie positiviste. En effet, nous avons consulté les travaux traitant, de près ou de loin, les mots clés à travers un survol des genèses conceptuelles et des littéraires, permettant de dresser un cadre d'analyse adéquat. Dans ce sens, le premier axe renseigne sur les soubassements théoriques relatant l'innovation socio-spatiale et la gouvernance territoriale.

Par la suite, et suivant la logique dictée par notre paradigme adopté dans cet essai, nous avons procédé à la modélisation des faits pour mieux appréhender les questions de gouvernance et d'innovation. Toutefois, le modèle conceptuel, dressé dans la figure 1, permet de visualiser les relations de causalité entre les aspects innovants, le comportement des coopératives et la gouvernance territoriale.

Figure 1 : Modèle conceptuel de recherche



Source : Auteurs

Il convient de signaler que nous avons supposé que les pratiques d'innovation socio-spatiale expliquent la gouvernance territoriale. Or ; cette relation passe principalement par des

variables manifestes caractérisant les comportements des coopératives susceptibles de réussir, ou non, la gouvernance territoriale.

Par la suite, nous avons essayé de définir les variables latentes et les instruments de mesures, issues de la théorie, dans le but de mener une modélisation par les équations structurelles (SEM). L'idée est d'estimer le présent modèle à travers une approche SEM basée sur l'algorithme PLS. Pour ce faire, nous avons dressé le tableau, ci-dessous, décrivant les variables latentes et les instruments de mesure respectifs.

Tableau 1 : Variables et instruments de mesure retenus

Variables latentes	Définitions	Variables de mesures retenues
Innovation socio-spatiale	Implique les nouvelles connaissances, les apprentissages et les relations interprofessionnelles permettant la valorisation de la production dans un territoire donné.	Certificats de qualité (CERT) ; Produits labélisés (PRDL) ; Recours aux nouvelles technologies (NTECH)
Coopétition	renvoie aux modes de coordination et de coopération susceptibles de créer des synergies entre les entités.	Partage de l'information (INFO) ; Entente prix (ENTENTE) ; Intérêts communs (INTEC)
Compétition	Est diamétralement opposée à la coopétition. Synonyme de concurrence et de rivalité.	Asymétrie d'information (ASYM) ; Absence de synergies(ABSS) ; Rivalité (RIVA)

Source : Auteurs

Enfin, nous avons mené l'étude auprès des coopératives agricoles de la région d'Agadir, dont le nombre est de **N= 98** coopératives moyennant une enquête par questionnaire. Dans ce sens, pour une distribution Normale centrée réduite, pour un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 5% la taille de l'échantillon calculée est approximativement égale à **n=82** coopératives. C'est ainsi que les résultats ont été extrapolés pour tester le modèle spécifié et fournir des éléments de réponse aux questions sous-tendant la contribution de l'innovation socio-spatiale à la gouvernance territoriale.

3. Analyses et discussions des résultats

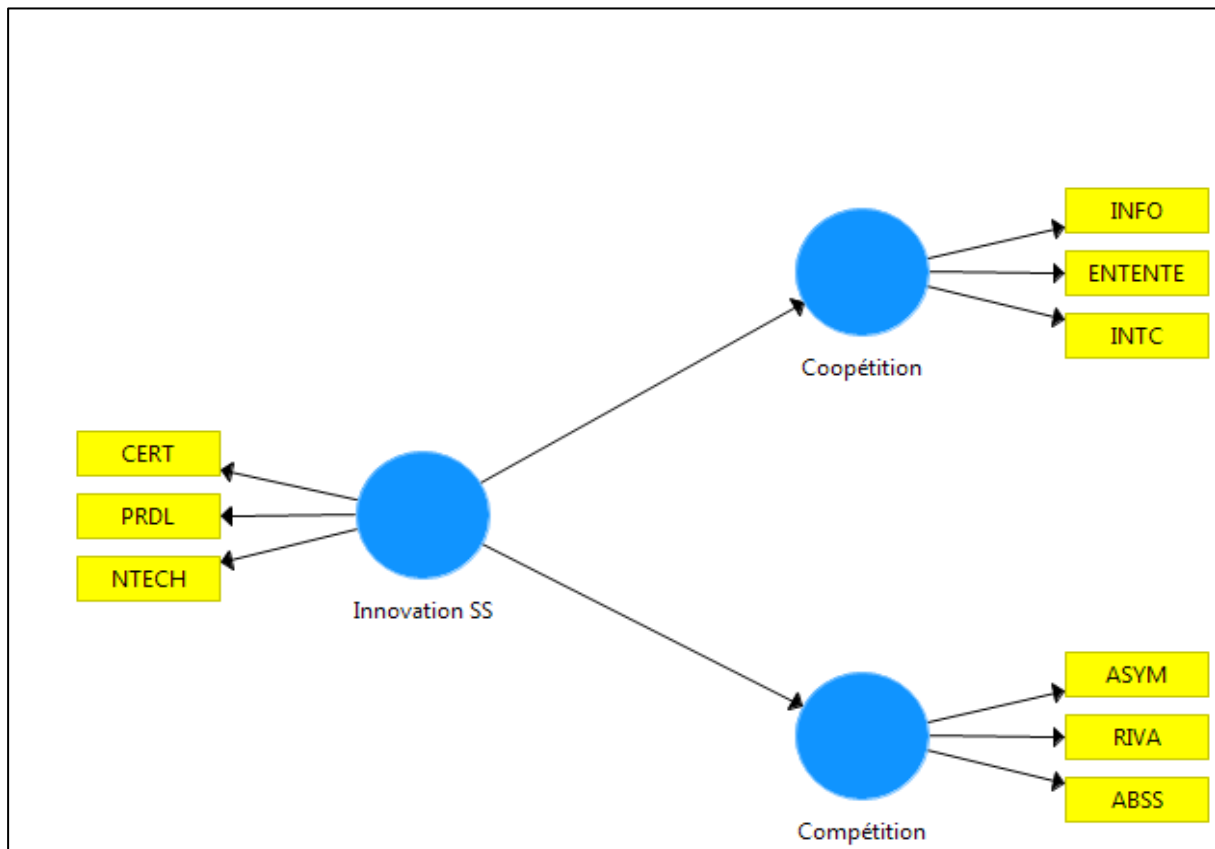
Pour tester notre modèle SEM, nous avons utilisé la méthode PLS, désormais plus adaptée que les méthodes basées sur la covariance à la fois dans ses objectifs et ses contraintes d'utilisation. Dans ce sens, elle permet de tester des modèles en développement, de prendre en compte des données non normalement distribuées et de travailler sur des échantillons réduits. C'est ainsi que nous allons procéder aux analyses et aux discussions des résultats (Abraouz & al. 2020).

3.1. Analyses des données et modélisation SEM

Après avoir extrapolé les données résultantes du questionnaire, nous avons testé notre modèle en utilisant les développements récents de l'algorithme du PLS, sous procédure SmartPLS v.3. Toutefois, la modélisation SEM passe, normalement par cinq étapes, à savoir : La spécification du modèle ; L'identification du modèle ; L'estimation du modèle ; L'évaluation de la qualité d'ajustement du modèle ; et finalement l'analyse confirmatoire du modèle.

Spécifier le modèle repose sur une représentation graphique du schéma de mesure du modèle globale (Path diagramme). Dans cette phase sont précisés les divers éléments du modèle et les relations supposées entre eux, comme la montre la figure ci-dessous.

Figure 2 : Spécification du modèle SEM (SmartPLS v.3.)



Source : Auteurs

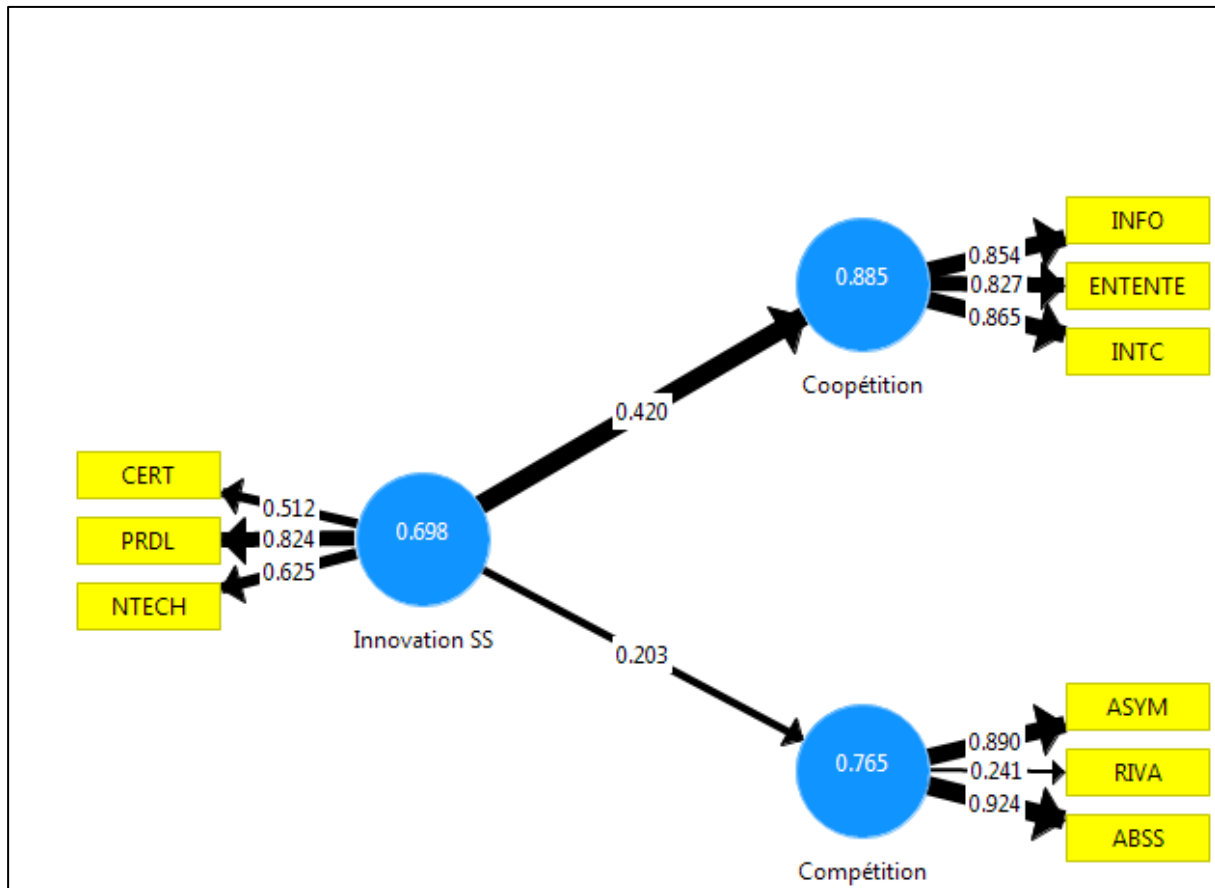
Le modèle, à estimer, contient neuf variables observées. En théorie, ces variables sont supposées être des mesures de trois facteurs qui sont des variables latentes. Elles sont représentées par des rectangles jaunes et les variables latentes par des cercles bleus.

L'identification du modèle est désormais la deuxième phase du processus méthodologique de modélisation SEM. Dans ce sillage, (Schumacker & Lomax 2004) préconise l'évaluation de la condition d'ordre par le nombre de degrés de liberté qui doit être supérieur à zéro. Pour notre modèle, la condition d'ordre est bien vérifiée et le degré de liberté est positif (dll=61) ce qui indique que notre modèle est suridentifié.

La troisième phase du processus de modélisation renvoie à l'estimation du modèle moyennant l'algorithme du PLS sur l'ensemble des unités statistiques de l'échantillon, en l'occurrence 82

coopératives agricoles opérantes dans la région d'Agadir. C'est ainsi que nous avons obtenu la figure ci-dessous.

Figure 3 : Estimation du modèle SEM par l'algorithme du PLS (SmartPLS v.3.)



Source : Auteurs

Les résultats de l'estimation des paramètres du modèle confirment que tous les items ont eu des valeurs de contributions supérieures à 0,7, à l'exception des variables « la certification », « le recours aux nouvelles technologies » et « la rivalité », ayant enregistré des coefficients de corrélation relativement faibles. Ainsi les items de mesure utilisés pour estimer le modèle permettent de saisir les dimensions des trois variables latentes.

En outre, le coefficient de corrélation dégagé entre l'innovation socio-spatiale et la coopétition (0,420) est relativement plus fort par rapport à celui enregistré entre l'innovation socio-spatiale et la compétition (0,203).

Évaluer la qualité de l'ajustement du modèle constitue la quatrième étape du processus méthodologique de modélisation. En général, les résultats affichent une bonne qualité d'ajustement du modèle, puisque les valeurs des indices de fiabilité sont supérieures aux valeurs critiques nécessaires pour un bon ajustement (voir le tableau 2). Il convient de noter que la fiabilité et la validité du construit exigent une valeur supérieure ou égale à 0,7 pour l'alpha de Cronbach et le rho de Dillon-Goldstein.

Tableau 2 : Fiabilité et validité du construit (SmartPLS 3.)

	Alpha de Cronbach	rho_A	Fiabilité composite	Average Variance Extracted (AVE)
Compétition	0,75	0,82	0,77	0,67
Coopétition	0,91	0,94	0,89	0,82
Innovation SS	0,72	0,73	0,70	0,54

Source : Auteurs

Toutefois, les conditions de validité convergente et discriminante ont été également vérifiées. En effet, la validité convergente renvoie à l'examen des coefficients de contribution des items avec leur variable latente qui doivent être supérieures à 0,7, chose que nous avons déjà mentionnée. Par ailleurs, le test de la validité discriminante exige que chaque variable latente doit être liée plus fortement à ses indicateurs qu'aux autres variables latentes du modèle. Cela dit que la corrélation au carré entre deux variables latentes (voir le tableau 3) doit être inférieure à la variance moyenne extraite (AVE) de chaque variable latente (Tenenhaus et al., 2005). Il convient de noter que (Chin, 1998) préconise une valeur supérieure ou égale à 0,5 pour l'AVE.

Tableau 3 : Coefficients de détermination des variables latentes (SmartPLS 3.)

	R ²	R Carré Ajusté
Compétition	0,64	0,53
Coopétition	0,78	0,67

Source : Auteurs

En définitive, tous ces résultats nous ont permis de fournir des réponses concrètes à la problématique soulevée à travers des discussions argumentées.

3.2. Discussions des résultats

À la lumière des résultats obtenus, il s'avère, que la majorité des coopératives enquêtées, ont tendance, à travers les aspects innovants, à coopérer entre-elles. En effet, l'innovation socio-spatiale entraîne la coopétition qui constitue un mode de coordination permettant de créer des synergies.

Plus précisément, l'innovation socio-spatiale peut être vue comme une condition nécessaire, mais insuffisante, pour réussir la gouvernance territoriale. Cette dernière nécessite une mobilisation de l'ensemble des autres acteurs territoriaux sur les objectifs communs de développement dans le cadre d'un projet intégré et cohérent, partageant ou acceptant de partager une même vision à moyen et long terme du territoire.

En outre, la gouvernance territoriale doit constituer une autre façon de comprendre et d'évaluer les mécanismes de création de valeur mettant en relation les flux physiques et d'informations induites par les activités humaines.

Conclusion

Dans le présent papier, dédié à l'étude des aspects innovants des coopératives agricoles de la région d'Agadir dans un contexte de gouvernance territoriale et d'innovation socio-spatiale, nous avons développé une panoplie de conceptions théoriques, de définitions et d'outils analytiques relatant les concepts clés à travers une démarche positiviste étalée sur trois axes.

Au cours du premier axe, consacré aux genèses conceptuelles et aux acceptions théoriques de l'innovation socio-spatiale et de la gouvernance territoriale, nous avons présenté les rouages conceptuels et évolutifs susceptibles de fournir des définitions concrètes avant de mettre en exergues les liens qui peuvent être éventuellement décelés.

Par la suite, nous avons présenté, dans le second axe, les choix méthodologiques, le modèle conceptuel et les variables retenues. Dans ce sens, nous avons mené une enquête par questionnaire auprès des coopératives agricoles opérantes dans la région d'Agadir, dans le but d'extrapoler les données et procéder aux analyses.

C'est ainsi que nous avons consacré le troisième axe à l'analyse des données et à la discussion des résultats obtenus. Dans ce sillage, nous avons utilisé les développements récents de l'algorithme du PLS sous procédure SmartPLS v.3. Les résultats de l'analyse nous ont permis de déduire des conclusions concernant l'innovation socio-spatiale et la gouvernance territoriale.

Grosso modo, il s'est avéré que les pratiques innovantes permettent, en grande partie, la coordination des coopératives pour réaliser des synergies entre elles. Ce constat nous a permis d'affirmer que l'innovation socio-spatiale peut servir de tremplin pour réussir la gouvernance territoriale. Nonobstant, la gouvernance territoriale relève conjointement d'autres acteurs privés à l'origine des différentes activités et d'acteurs publics en charge de la gestion du territoire.

Malgré l'ensemble des contributions de cette recherche, les résultats et les enseignements tirés doivent être relativisés en raison de certaines limites. Le dispositif d'investigation mis en œuvre comporte quelques limites, notamment en ce qui concerne les difficultés affrontées lors de la collecte des données auprès des coopératives.

À cet égard, pour fournir des éléments de réponse sur les questions sous-tendant la gouvernance des territoires, nous envisageons mener une étude regroupant, non seulement les coopératives, mais aussi l'ensemble des acteurs, publics et privés, impliqués dans la gestion des affaires territoriales dans la région d'Agadir.

BIBLIOGRAPHIE

Abraouz, F. Z., & al. (2020). « Adéquation entre entrepreneuriat coopératif et développement durable, Étude des aspects coopératifs dans la région Souss-Massa ». *International Journal of Management Sciences*, Volume 3 : Numéro 2, p. 287-303.

Alter N. & al. (2002). *Les logiques de l'innovation*. Paris, La Découverte, p. 275.

Bellon, B. (2002). *L'innovation créatrice*. Arte Éditions. Economica.

Chappoz, Y. & P-C. Pupion. (2014). « Une finance propre aux organisations publiques? ». *Gestion et management publi*, n° 16.

Chin, WW. (1998). « Méthode des moindres carrés partiels pour la modélisation par équations structurelles ». *Méthodes modernes de recherche commerciale*, n°1, p. 295-336.

Filippi, M., & Triboulet, P. (2006). « Coordination des acteurs et valorisation de produits liés à l'origine. Les signes d'identification comme signes d'exclusion? ». *Revue d'Economie Regionale Urbaine*, n°1, p.103-129.

Pecqueur, B. (2001). « Qualité et développement territorial: l'hypothèse du panier de biens et de services territorialisés ». *Économie rurale*, n° 26, p. 37-49.

Rey-Valette, H., M. Pinto, & al. (2011). « Guide pour la mise en œuvre de la gouvernance en appui au développement durable des territoires », *rapport de recherche auto-saisine*, p.155.

Shumacker, R. & Lomax, RG. (2004). *Guide du débutant sur la modélisation par équation structurelle*. NY: Groupe Taylor & Francis. 2^{ème} édition.

Stocker G.(1998). « Cinq propositions pour une théorie de la gouvernance ». *Revue internationale des sciences sociales*, n°155

Tenenhaus, M., Vinzi, VE, Chatelin, YM et Lauro, C. (2005). « Modélisation de chemin PLS ». *Statistiques de calcul et analyse des données* , n° 48, p. 159-205.